

**REPUBLIQUE FRANCAISE
DEPARTEMENT DE LA SAVOIE**

**EXTRAIT DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL
DE LA CHAPELLE SAINT MARTIN (SAVOIE)**

Nombre d'élus en exercice : 11 Présents : 11

L'an deux mil seize, le Huit Juin à 20h30, le Conseil Municipal dûment convoqué s'est réuni sous la présidence de Michel SAUCAZ, Maire de la Chapelle Saint Martin.

Tous les membres en exercice sont présents.

Objet : Révision de la carte communale



Le Maire rappelle l'existence de la carte communale approuvée le 15 Mars 2007.
Puis, il présente l'opportunité et l'intérêt pour la commune de la Chapelle Saint Martin de réviser la carte communale.

En effet, le SCoT s'appliquant de fait aux documents communaux d'urbanisme, la carte communale doit être révisée.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal décide :

- De prescrire la révision de la carte communale sur l'ensemble du territoire communal

Cette concertation se déroulera pendant toute la durée des études nécessaires à la mise au point du projet de carte communale.

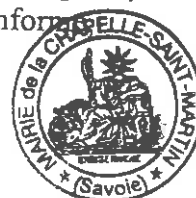
A l'issue de cette concertation, M. le Maire en présentera le bilan au conseil municipal qui en délibérera et arrêtera le projet de carte communale

- De donner autorisation au maire pour signer tout contrat, avenant ou convention de prestation ou de service concernant l'élaboration technique de la carte communale.
- De solliciter de l'Etat et du Conseil Général, une dotation pour compenser la charge financière de la commune correspondant à la révision de la carte communale.

Suivent les signatures au registre,
Pour copie certifiée conforme

Le Maire,

Michel SAUCAZ



AMPLIATION de la présente délibération sera transmise au Préfet, et notifiée :

- . aux présidents du Conseil Régional et du Conseil Général,**
- . aux présidents de la Chambre de Commerce et d'industrie, de la Chambre des métiers et de la Chambre d'agriculture**
- . au Président de l'établissement public de gestion du schéma de cohérence territorial**
- . à l'autorité compétente en matière des transports inter urbains,**
- . à l'autorité compétente en matière de programme local de l'habitat**

Conformément à l'article R 123.-24 du Code de l'urbanisme, la présente délibération sera l'objet d'un affichage en mairie durant un mois, et mention de cet affichage sera effectuée dans un journal.